

Dijon, le 27 MARS 2024

Direction Inspection Contrôle Audit



Le directeur général de l'Agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté

à

Monsieur le Directeur du CH LES CHANAUX MACON
350 BD LOUIS ESCANDE
71018 MACON CEDEX

RAR N° 2C 182 939 7406 9

Objet : notification des mesures définitives suite aux contrôles sur pièces réalisés au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles sur les 4 EHPAD rattachés suivants :

**FINESS N° 71 097 364 5 - EHPAD HOTEL-DIEU ;
FINESS N° 71 000 223 9 - EHPAD JACQUES CHAUVIRE ;
FINESS N° 71 001 427 5 - EHPAD PIERRE PFITZENMEYER ;
FINESS N° 71 078 028 9 - EHPAD LA PROVIDENCE.**

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces des quatre Ehpads visés en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 03 janvier 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de ces derniers les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.


Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux trois prescriptions et deux recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'ai accusé réception de votre réponse en date du 24 janvier 2024. Je souligne la réactivité et l'implication de vos services pour joindre à cette dernière des pièces complémentaires.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



A la suite de l'analyse des éléments transmis et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 03 janvier 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la prise en compte et la mise en œuvre des mesures définitives dans vos quatre Ehpad. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : 

Ainsi que vous le constaterez, l'analyse des éléments que vous avez portés à ma connaissance a abouti à l'abandon d'une prescription et d'une recommandation initialement envisagées. Concernant ces dernières, je compte sur votre vigilance pour veiller à la pérennisation et à l'efficacité des mesures que vous avez mises en place ayant conduit à leur abandon.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>


Le directeur général,


Copie :

Monsieur le Président
Conseil départemental de Saône-et-Loire
Hôtel du département
Rue de Lingendes
71026 MÂCON Cedex

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour
des mesures :
Affaire suivie par :

Nom établissement : EHPAD RATTACHÉ AU CH LES CHERRAUX
Adresse : 80 LOUIS ESCANDE
Code postal : 73001
Commune : PACON

Prescriptions									
N°		Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport E/N	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Mettre en place des modalités organisationnelles permettant de douter chaque Ehpad d'un temps de coordination médicale adéquat à sa capacité autorisée : - soit en disposant de temps de travail complémentaires de médecin coordonnateur ; - soit en proposant une solution alternative permettant d'apporter un soutien médical aux équipes soignantes des Ehpad.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 3 du CASP	6 mois	Contrat de travail précisant le temps dédié à la coordination médicale sur chaque Ehpad ; Autres modalités d'intervention proposées.	E3			La mission prend acte de la réponse du gestionnaire et du contrat de travail joint à la réponse. Ledit contrat de travail en date du 15 janvier 2024 précise le temps dédié au sein de chaque Ehpad par le médecin coordonnateur, à savoir [REDACTED] Ehpad Hôtel Dieu. La mission est consciente des difficultés rencontrées pour répondre aux dispositions réglementaires concernant le quota de temps de travail du Médecin Coordonnateur. Elle relève cependant qu'aucun des 4 EHPAD ne dispose du temps réglementaire requis au regard de sa capacité autorisée [REDACTED] La mission constate que cette autre modalité d'intervention proposée ne concerne que deux Ehpad, les éléments concernant les deux autres Ehpad n'ont pas été portés à sa connaissance. La prescription n°1 est maintenue et notifiée dans l'attente du plan d'actions mis en place par le gestionnaire pour pallier, au sein de chaque Ehpad, le temps manquant de médecin coordonnateur.
2		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire ou de renouveler leur inscription à l'ordre infirmier et d'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-13 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/12/2023 (CDO et CDI) par site ; N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier.	E3			La mission prend acte de la réponse du gestionnaire et des documents joints à cette dernière. Elle relève qu'un justificatif de l'inscription à l'ordre professionnel est demandé dans la liste des pièces administratives à fournir avant la prise de fonctions. Par ailleurs, le gestionnaire indique dans les tableaux de suivi nominatifs qu'un courrier a été envoyé à [REDACTED] Providence lui rappelant. La mission rappelle au gestionnaire l'obligation d'adresser trimestriellement à l'ordre national des infirmiers la liste des infirmiers salariés de l'Ehpad. Elle précise que le fondement juridique concernant cette obligation sont le décret n°2018-106 du 10 juillet 2018 relatif à l'établissement des listes nominatives des infirmiers et l'article D. 4311-62-2 du CSP issu de ce décret. Cette obligation concerne les structures privées et publiques employant des infirmiers, de fait les Ehpad sont concernés par cette disposition. La prescription n°2 est maintenue et notifiée dans l'attente, du n° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de celle-ci au tableau de leur ordre de l'ensemble des infirmiers en poste au sein de chaque Ehpad.
3		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individuelles et adaptées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'ASJIDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détection effective des écarts par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en inscrivant tous les professionnels RAS soit dans une formation diplômante soit dans un parcours IAF.	Article L311-3 du CASP Article L312-1 R 4 du CASP Article D312-155-0 4 du CASP Article L4311-2 4 du CSP	6 mois	Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actuels, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants ; Tableau nominatif des personnels soignants (IDE et AS/PAF) uniquement en poste au 01/12/2023 par site en indiquant : le type de contrat, la date d'effet de contrat, la date de fin de contrat, le poste occupé, le diplôme (DOGNON) ;	E3 E4 E3			La mission prend acte de la réponse du gestionnaire et de l'ensemble des documents joints à cette dernière. Elle souligne que l'ensemble des pièces jointes permet d'avoir la visibilité des actions mises en œuvre par le gestionnaire des 4 Ehpad : document en date du 22/01/24 détaillant la politique de recrutement ; récapitulatif des vacances de poste infirmiers Ehpad 2023 ; offres d'emploi diffusées en 2023 et liste des jobs boards utilisés ; tableau en date du 17/01/24 de suivi des entretiens réalisés ; Actions de communication réalisées en 2023 ; mémo en date du 17/01/24 concernant le recrutement et le suivi des effectifs ; tableau récapitulatif des études promotionnelles et contrats d'apprentissage des personnels Ehpad ; tableau de suivi des effectifs de décembre 2022 à décembre 2023 inclus pour chaque unité fonctionnelle Ehpad. Le tableau de suivi nominatif des personnels soignants en poste au 01/12/2023 par Ehpad tel que demandé a été transmis. Au regard des éléments précités, la mission constate que le gestionnaire active les leviers sur lesquels il peut agir afin de mettre en œuvre les actions contribuant au renforcement de l'organisation des soins. La prescription n°3 est abandonnée.

**Tableau des mesures définitives
Recommandations**

Date de mise à jour des mesures : 11/03/2024
Affaire suivie par : Anne CORBIA et Lucile VAUTRIN

Nom établissement : EHPAD RATTACHES AU CH LES CHANAUX
Adresse : BD LOUIS ESCANDE
Code postal : 71000 Commune : MACON

Recommandations				
Nb	1	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R
1		Assurer au sein de chaque Ehpad la traçabilité des décisions directionnelles et informations significantes prises/débattues lors des réunions de service et assurer leur diffusion auprès des personnels de jour et de nuit.	RBPP : qualité de vie en EHPAD (volet 2) : organisation du cadre de vie et de la vie quotidienne, HAS, 2011 RBPP la bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008 RBPP : Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1
				la mission prend acte de la réponse du gestionnaire; Ce dernier indique que les mesures prises dans le cadre du comité de direction sont tracées et que des supports d'information (PowerPoint) sont bien mis à disposition des équipes. Il précise que les EHPAD de la Providence, Hôtel Dieu et Chauviré assureront la traçabilité des échanges ; l'Ehpad Pfitzenmer la réalisant déjà en ce qui le concerne. La mission constate que la réponse du gestionnaire tient compte des attendus de la recommandation. La recommandation n°1 est abandonnée.
2		Disposer pour chaque Ehpad d'un organigramme nominatif permettant, au sein de ce dernier, la lisibilité de son organisation hiérarchique et fonctionnelle.	RBPP la bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2
				La mission prend acte de la réponse du gestionnaire et des quatre organigrammes joints à cette dernière. La mission constate que le nom de l'Ehpad référencé sur les 4 documents est celui de l'Ehpad Hôtel Dieu. Les quatre organigrammes sont identiques avec comme différence le nom de la cadre de santé responsable du site. Ne figure pas le médecin coordonnateur avec le temps dédié sur chaque Ehpad et son lien fonctionnel avec les équipes soignantes, ni le médecin salarié intervenant au sein des Ehpad la Providence et Chauviré. Concernant les équipes, les personnels infirmière-s, aides-soignant-e-s figurent dans le même encadré qu'animateurs et ASH. Les ETP composant les équipes et les ETP manquants ne sont pas mentionnés. La mission constate que le gestionnaire tient partiellement compte de la recommandation. Les documents joints à sa réponse sont insuffisants et ne permettent pas, en l'état, une bonne lisibilité de l'organisation spécifique à chaque Ehpad tant par les personnels permanents ou occasionnels que par les familles. La recommandation n°2 est maintenue.